COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 4 JUILLET — N° 122 — PRIX : ANTILLES : 2 F. FRANCE : 3 F.

Editorial

La gauche antillaise lâche son droit d'aînesse pour un plat de lentilles.

Après les résultats des élections présidentielles, tout le monde a remarqué l'empressement avec lequel les socialistes au pouvoir ont repris les thèses des départementalistes guadeloupéens et martiniquais.

Puisque la majorité des électeurs avaient voté pour la droite (Giscard), cela voulait dire que les peuples de Martinique et Guadeloupe rejetaient toute idée de « changement de statut » et affirmaient leur désir de « rester français ».

Les gouvernements socialistes étaient à la veille des élections législatives, on pouvait expliquer leur empressement à coller à l'électorat par la volonté de reprendre à la droite les voix de gauche qui s'y étaient portées.

Lors des législatives on a vu que les candidats de gauche ont pour certains été élus - trois sur six au lieu des 1 sur 6 de l'ancienne chambre. Il y a progrès pour la gauche en nombre de siège.
lait analyser sernieusement les problèmes des Antilles, elle aurait dû constater aussi qu'il y a perte de voix par la gauche et augmentation du nombre des abstentions dans des proportions importantes.

Le fait que les partis français et les commentateurs aient passé sous silence cette abstention est caractéritique du mépris des grands partis envers ce qui peut se passer dans les colonies. Sauf évidemment quand cela prend une forme violente. Ils changent alors de langage pour stigmatiser les « assassins » les « criminels » que deviennent alors les colonisés. Mais la droite comme la gauche françaises ont toujours eu cette attitude méprisante et colonialiste envers les peuples que l'impérialisme a dominés et domine encore.

Imaginons les commentaires si en France il y avait entre 60 et 75 % d'abstention à une élection. Qui aurait pensé alors qu'il fallait accorder plus d'importance aux 25 à 40% de votants ? Les députés des Antilles représentent à peu près un tiers de l'électorat antillais. Et les émigrés ne sont pas représentés. Personne ne sait trop bien ce qu'ils font ni s'ils votent ici ou en France ou s'ils s'abstiennnent.

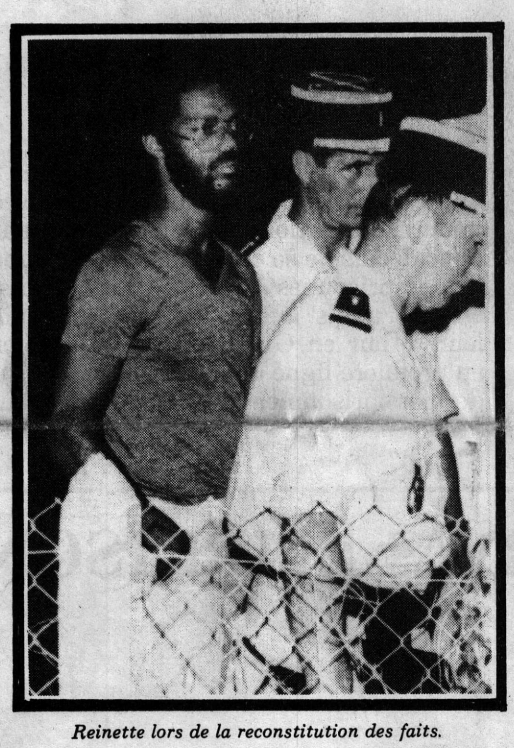
Nous pensons que tous les aspects des dernières élections : l'abstention, le changement de tendance aux législatives,...montrent surtout l'importance du « malaise » politique aux Antilles.

Ces pays ne peuvent plus évoluer dans le cadre actuel. Le parti socialiste au pouvoir a préféré gommer les timides « spécificités » qu'il avait fini

(Suite page 4)

LUC REINETTE LIBÉRÉ !

Que doit-on attendre de la politique actuelle du gouvernement ?



Reinette lors de la reconstitution des faits.

(Dernier prisonnier politique guadeloupéen, membre présumé du G.L.A.)

Luc Reinette libéré !
Que doit-on attendre de la politique actuelle du gouvernement ?

Luc Reinette a été libéré mercredi 1er Juillet dans la soirée. Ce même jour, il avait déclenché une grève de la faim pour exiger sa libération. En Guadeloupe, le mouvement de protestation passait à une vitesse supérieure. Une grève générale et une manifestation de rue étaient prévues pour lundi 6 Juillet à l'appel de la CGTG, l'UGTG, le MASU et de plusieurs organisations politiques associations et journaux.

Mercredi après midi des groupes de militants appartenance à ces différentes organisations sillonnaient les rues de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre, distribuaient des milliers de tracts et organisaient des prises de parole dans les rues, aux carrefours, dans les quartiers.

Après la libération des quatre premiers membres présumés du GLA : Gamby, Jean Baptiste, Mado et Elise, le maintien de Reinette en prison laissait plutôt perplexe. Seules des raisons de politique intérieure française pouvaient expliquer en fait ce maintien en détention. Le gouvernement français ne voulant pas mécontenter une fraction de l'opinion hostile à une trop large libération de prisonniers politiques ainsi que l'opposition de droite.

Le succès important des socialistes aux élections législatives ainsi que la protestation qui grandissait aux Antilles contre le maintien de Reinette en prison auront été probablement les raisons essentielles pour lesquelles Reinette est aujourd'hui libéré. Le gouvernement de gauche a donc tenu sa promesse d'amnistier le plus largement possible les prisonniers politiques antillais, corses, bretons, basques. Nous ne savons pas encore à l'heure actuelle si tous les prisonniers politiques du temps de Giscard ont été libérés et si en particulier Charlotte le dernier militant guyanais à rester en prison a été libéré.

Nous ne connaissons pas plus le sort des militants indépendantistes tahitiens et polynésiens emprisonnés depuis des mois sinon des années déjà et condamnés à de très lourdes peines de prison. Certes, la loi d'amnistie relativement large qui sera votée par le parlement laisse augurer aussi leur libération. mais si ils n'étaient pas libérés, une action devrait se poursuivre en leur faveur.

D'après les commentaires de la presse officielle, le champ de la loi d'ammistie s'étendrait à près de 5 000 prisonniers politiques et de droit commun.

5 000 prisonniers ! Et il en reste encore des milliers !

Il faut croire que les prisons françaises étaient pleines à craquer. Les récentes libérations lèvent un voile sur l'ampleur du système de repression en vigueur du temps de Giscard, l'ampleur du système policier sophistiqué mis en place.

Quant aux seuls prisonniers politiques, ils étaient près d'un millier si l'on compte non seulement les militants anticolonialistes antillais, guyanais, les Corses, Bretons, Basques mais encore des centaines de jeunes mis en prison tout simplement parce qu'ils ne voulaient pas faire leur service militaire par conviction religieuse philosophique ou politique et s'étaient « insoumis »...

Le pouvoir de la bourgeoisie coloniale impérialiste française hypercentralisateur, répressif, colonial, militariste, cœrcitif envers la jeunesse s'est manifesté sans fard, sans retenue, avec Giscard. L'étouffement des libertés démocratiques, et de la moindre aspiration régionale, nationale ou tout simplement démocratique s'était élevé à un niveau particulièrement important.

Il y a des gens, ds jeunes, qui ne pouvaient pas vivre avec cela et c'est pour cela qu'ils s'opposaient au système et qu'ils se révoltaient.

Aux Antilles, en Guyane, il y a eu des bombes, des mouvements de révolte contre l'oppression coloniale française. Pour la première fois depuis l'esclavage, des groupes armés intitulés « GLA », « GLAM »,« NAPALM » et autres Gaoulé ont fait leur apparition dans ces pays. Ils montrent par leur affirmation, de vouloir déclencher une lutte armée contre l'oppression coloniale française, leur désir d'en finir avec ce système d'oppression tricentenaire sur des peuples , asservis, vassalisés, par la bourgeoisie coloniale française.

(Suite page 2)

FAIRE PAYER LES RICHES
MAIS QUI EST DONC RICHE ?

Beaucoup de gens ont commenté notre position exprimée pendant la campagne électorale par le slogan « faire payer les riches ». Après l'émission de Radio-Caraïbes nous avons rencontré des petits paysans disant que « si j'ai deux bœufs vous voulez en prendre un » ! Et cette opinion a en plusieurs endroits différents été rapportée par nos camarades. Certains travailleurs disaient aussi que si quelqu'un après avoir travaillé beaucoup a construit une maison, on ne doit pas la prendre.

Donc le mot « riches » n'est pas compris comme désignant les gros possédants, les gros capitalistes. On peut se considérer comme « riche » même si on a deux bœufs !

Il faut donc préciser que les socialistes révolutionnaires, ceux qui veulent que change la société, n'ont pas l'intention de prendre les bœufs des gens qui vivent de leur travail ou de celui de leur famille. C'est le cas des petits paysans qui cultivent leur terre seuls, ou avec leur famille (mari ou femme et enfants).

Quand les révolutionnaires, les gens qui veulent que cette société change parlent d'exproprier les riches ou de mettre leurs biens à la disposition de tous ils parlent de ces grands propriétaires qui possèdent des centaines et même des milliers d'hectares de terres qu'ils utili

NOUVELLE OCCUPATION DE TERRES À SAINTE-ROSE.

Après les occupations de Biss, Conodor, Bône, qui se sont faites successivement l'année dernière, une nouvelle occupation a eu lieu à Bébel et Pont-Canal au bourg de Sainte- Rose.

Depuis deux semaines de nombreux travailleurs occupent 29 ha de terres appartenant à la SAG et pour lesquelles une promesse de vente avait été faite à la municipalité. Cette dernière envisageait d'y construire un terrain de sports et d'y faire des lotissements.

Mais de nombreux travailleurs en décidèrent autrement. Ces quelques ha de terres, ils auraient été les derniers à en bénéficier car les lotissement sont chers et les plus démunis en sont toujours privés.

Ils sont aujourd'hui plus de 300 occupants, en majorité des femmes et des jeunes, qui ont pu se partager des lots de 20m sur 30m. Nombreux sont ceux qui ont déjà commencé à labourer et qui ont planté. Chacun aménage une barrière pour délimiter son terrain. Tous les jours, ce sont plusieurs familles qui se retrouvent à Pont-Canal et à Bébel pour s'occuper de leur terrain. Pour l'instant, il s'agit de cultiver de quoi se nourrir, mais le désir de chacun est de bâtir une petite maison. Le problème de l'habitat est un problème crucial pour de nombreuses familles sans ressources qui vivent dans la promiscuité et qui sont obligées de payer un loyer. Cultiver la terre, ne serait-ce qu'un petit jardin derrière la maison, est une nécessité vitale. L'alimentation devient de plus en plus chère et les ressources sont insuffisantes. Ce sont les besoins les plus élémentaires qui poussent un nombre de plus en plus important de travailleurs de cette région à occuper des terres.



A Conodor, il y a an les travailleurs occupaient et délimitaient leurs terres.

Toutes les transactions de terres qui se font entre les municipalités et les grosses sociétés foncières ne se font pas dans l'intérêt des pauvres. Certaines municipalités d'ailleurs s'enrichissent en faisant des lôtisements et enrichissent les grosses sociétés de construction. (SODEG...)

Les travailleurs et les couches les plus pauvres de la population de Sainte-Rose ont depuis longtemps compris que s'ils ne se décident pas eux-mêmes à prendre des terres, ils n'en auront jamais. A Conodor, à Biss, à la Boucan ils ont prouvé qu'il était possible de s'organiser pour le faire. Il n'est pas étonnant que cette nouvelle occupation à Pont-Canal et Bébel gagne le soutien de toute la population.

CONFERENCE DE PRESSE DU GROUPE DES EMPRISONNES.

Vendredi 26, les emprisonnés libérés - Mado, Gamby etJean-Baptiste - tenaient une conférence de presse à la Maison des jeunes de Pointe-à-Pitre.

Ils annoncèrent la décision de Luc Reinette de déclencher une grève de la faim pour exiger sa libération et lurent le communiqué que nous publions ci-dessous. A la question posée par un camarade de combat-ouvrier présent quant à leurs positions sur la situation politique actuelle en Guadeloupe, ils déclarèrent qu'ils ne feraient pas de déclaration politique tant que Luc Reinette ne serait pas libéré.

Les ex-emprisonnés déclarèrent vouloir en priorité tout mettre en œuvre pour la libération de Reinette. Ils ont donc décidé de se constituer en « groupe des emprisonnés », rompre avec la discrétion qu'ils avaient observée depuis leur retour en Guadeloupe et « monter en première ligne » pour la libération du dernier prisonnier politique guadeloupéen maintenu dans les geôles françaises.

Une lettre de Renée Elise, autre membre présumé du GLA et ex-emprisonnée, actuellement en France pour raisons de santé, fut lue par son frère. Elle se déclara solidaire de la lutte engagée par Reinette et par tous ceux qui organisent le combat pour sa libération en Guadeloupe.

COMMUNIQUÉ DU GROUPE DES EMPRISONNÉS À LA PRESSE.

Les prisonniers politiques guadeloupéens soussignés, Renée Elise, Alain Gamby, Guy Jean-Baptiste et Jean-Claude Mado, récemment relâchés des geôles françaises après trois mois de détention pour une présumée appartenance au Groupe de libération armée de la Guadeloupe (GLA) :

- Constatent avec indignation que malgré un certain nombre d'engagements pris au plus haut niveau de l'Etat français, Luc Reinette est à ce jour maintenu en détention dans le plus strict isolement.
- Informés par leur camarade de sa décision d'entamer une grève de la faim si la situation ne se débloquait pas pour qu'il soit libéré, ils avaient jusqu'à ce jour volontairement maintenu le silence sur cette intitiative de dernier recours.
- Se déclarent totalement solidaires de la lutte entamée par Luc Reinette et appellent tous les Guadeloupéens épris de dignité et de liberté à se mobiliser avec encore plus d'ardeur avec eux pour soutenir notre combat à tous les cinq en exigeant la libération immédiate et sans conditions de Luc Reinette et l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires contre nous tous.
- Proclament le caractère indissociable de leur situation juridique et politique : ils ne peuvent se considérer comme totalement libérés tant que durera cette détention injustifiable aujourd'hui.

Renée Elise. Alain Gamby, Guy Jean-Baptiste, Jean-Claude Mado.

(Suite de la page 1)

La droite française avait déjà pris son élan, avec Giscard aux commandes, pour réprimer directement et brutalement toutes ces tentatives de révolte intcolonialistes :barrages de police, fouilles, perquisitions, gardes à vue, écoutes téléphoniques, filatures, procès multiples, truquages, machinations judiciaires, arrestations, déportations, emprisonnements, voilà ce que nous avons connu aux Antilles et en Guyane depuis une année environ.

Aujourd'hui, la bourgeoisie française a changé d'équipe dirigeante : Ce sont des hommes de gauche qui sont au pouvoir. Ils se disent « socialistes » et « communistes ». Ils semblent affirmer leur volonté d'enrayer ce cycle répressif inauguré par Giscard, avec un certain nombre de gestes démocratiques telle cette libération de prisonniers politiques. Nous en prenons acte. Et c'est quand même la moindre des choses qu'un gouvernement de gauche pouvait faire.... Mais cela signifie-t-il forcément la fin de toute repression de nature coloniale aux Antilles et en Guyane ?

L'avenir le dira car la repression coloniale est de par sa nature même une répression qui s'exerce principalement contre ceux qui luttent contre la domination colonialiste du pays dominateur et cela donc en rapport avec l'évolution de la situation politique dans les dernières colonies françaises.

Dans le passé, des gouvernements de gauche français, des « socialistes », des « communistes » ont réprimé des peuples colonisés. C'est un ministre « communiste » qui en 1945 faisait bombarder la ville de Setif en Algérie contre l'une des premières expressions du nationalisme algérien, répression qui fit des dizaines de milliers de morts. C'est encore sous un gouvernement à participation communiste que de Gaulle ordonnait le bombardement de Haïphong en 1946 contre les troupes nationalistes d'Ho Chi Minh. C'est un gouvernemnet « socialiste » qui, en 1956, décida l'envoi du contingent en Algérie pour combattre la volonté d'indépendance d'un peuple.

L'histoire a donc déjà démontré que le seul label « socialiste » ou « communiste » apposé au front d'une équipe dirigeante ne suffit pas à la préserver de mener une politique colonialiste.

C'est pour cette raison que, malgré les gestes de libéralisation du nouveau gouvernement, les travailleurs, les jeunes des Antilles-Guyane doivent rester sur leurs gardes et n'ont pas plus aujourd'hui qu'hier à remettre leur sort aux mains d'un gouvernement qui nous dirige toujours de 7 000 km, fut-il de gauche, se nommerait-il « socialiste » et « communiste ».

Nous n'avons pas aujourd'hui l'assurance que dans six mois ou un an le gouvernement actuel, après avoir annulé le compte répressif de son prédecesseur n'ouvrira pas son propre compte, nous n'avons pas aujourd'hui l'assurance que dans quelque temps une répression de gauche ne suivra pas une répression de droite...

Quoiqu'il en soit, pour le moment, en libérant les militants membres présumés du GLA, en libérant Reinette qui, dans sa lettre adressée au président de la République française disait lui-même « avoir été contraint à la révolte en Guadeloupe pour combattre le mépris colonial français », le gouvernement « socialo-communiste » français reconnait le droit des colonisés antillais à la révolte, il reconnaît qu'aux Antilles, en Guyane, ceux qui ont osé s'en prendre violemment au système d'oppression coloniale avaient le droit de la faire en tant qu'opprimés coloniaux.

Mais si ce même gouvernement reconnaît le droit à certains de se révolter contre un système d'oppression, cela signifie qu'il reconnaît par la même occasion le droit de tout un peuple à disposer librement de son sort et de lui-même ? Ce n'est pas évident.

Le gouvernement actuel s'opposera-t-il par la répression, par les armes comme son homologue, celui de Gui Mollet l'a fait en Algérie, au désir d'émancipation de tout un peuple, lorsque celui-ci l'exprimera ? La question reste posée ?

Mais de toutes façons, quelle que soit la politique du futur gouvernement de gauche actuel, ce sont les masses laborieuses, les travailleurs, les paysans pauvres, les deshérités de ce pays qui ont plus que tous autres intérêt à préparer l'avenir car ce sont elles qui subissent le plus durement l'oppression coloniale parce que doublée d'une oppression capitaliste.

Si le gouvernement préparait un changement politique, ici, aux Antilles, il chercherait à le faire derrière le dos des travailleurs et sans eux, car il lui fau-

(Suite page 4)

FAIRE PAYER LES RICHES... ! MAIS QUI EST « RICHE » ?

(Suite de la page 1)

sent non pour le bien public mais pour leur profit personnel.

C'est le travail de milliers d'esclaves aux siècles passés, et celui des travailleurs salariés d'aujourd'hui qui leur a donné leur richesse. Un champ de béké ne peut rien produire si les travailleurs agricoles n'y versent pas leur sueur et leur énergie pendant toute leur vie. Toute une vie, un travailleur produit des biens qui sont accaparés par les riches békés.

Nous avons dit qu'il n'était pas tolérable que des milliers de cultivateurs aient chacun moins d'1/2 hectare en moyenne, alors que quelques dizaines de propriétaires se partagent des milliers d'hectares. Eux, leurs terres se comptent en centaines d'hectares et en milliers. Alors que faire en face d'une telle situation d'inégalité ? Accepter le fait accompli ? Non, nous croyons que les paysans sans terres ou ayant peu de terres ont le droit de réclamer que la terre soit répartie d'une autre façon. Certaines personnes posent alors le problème de payer la terre et disent que les petits agriculteurs n'ont pas les moyens de payer cette terre. Mais nous répondons que tous ceux qui ont enrichi cette terre, ouvriers agricoles, petits paysans qui ont travaillé sur ces terres, les ont cent fois, mille fois payées. Et les gros propriétaires ont plusieurs fois déjà récolté le prix qu'ils ont payé cette terre et ils ont en plus fait des bénéfices.

Nous avons pris l'exemple des terres. Mais c'est aussi la même chose pour les grandes entreprises. Dans le bâtiment, par exemple, le travail des ouvriers agricoles permet aux sociétés de se rembourser de leurs frais d'investissement et ensuite de payer des salaires et de faire des bénéfices. La production de logement est le résultat du travail des ouvriers. Mais les profits vont dans les poches des actionnaires de ces sociétés du bâtiment.

Alors oui nous pensons qu'il faut prendre aux riches, c'est à dire aux gros possédants qui exploitent le travail des gens. C'est uniquement en les expropriant que les pauvres, ceux qui n'ont pas suffisamment de moyens pour vivre peuvent les avoir.

Si les travailleurs sont maîtres des grands moyens de production : terres et grandes entreprises, ils pourront, s'ils détiennent aussi le pouvoir politique, prendre les mesures économiques qui vont amener des changements importants dans la vie économique. De tels changements sont impossibles si les travailleurs n'ont pas à la fois le pouvoir politique et la main-mise sur les grands moyens de production.

C'est pourquoi nous disons que même si la gauche « socialiste » et « communiste » dirigent le gouvernement en France, cela ne change rien d'important et ne changera rien d'essentiel à la vie des travailleurs et des gens pauvres car les gros capitalistes continuent à être les maîtres des grands moyens de production. Ce sont ces possédants qui déterminent la conduite économique du pays.

Pour qu'il n'en soit pas ainsi, les travailleurs doivent se mobiliser et s'occuper eux-mêmes des changements économiques.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EST BIEN DANS L'INTÉRÊT DES PATRONS... MAIS PAS LEURS DIPLÔMES !

A l'issue de leur stage en CFPA, les jeunes passent l'examen pour obtenir leur certificat de formation professionnelle.

Le jury qui corrige les épreuves est composé essentiellement de patrons des différentes branches professionnelles concernées.

Mais le nombre de candidats qui réussissent à ces examens de fin d'études professionnelles est très restreint. Et cela n'est pas un hasard quand on sait que beaucoup de patrons n'ont pas intérêt à les voir réussir et obtenir leurs diplômes. Par conséquent ils se montrent très sévères dans l'appréciation des résultats aux épreuves et dans les notes qu'ils attribuent aux candidats.

Ainsi dernièrement, lors des épreuves du CFP de coiffure au CFPA de Trinité, à l'issue desquelles quatre candidats sur 17 ont été admis, un des patrons qui faisait partie du jury a ouvertement déclaré qu'il préférait faire échouer les candidats car ceux qui réussiraient deviendraient alors de futurs concurrents pour lui puisqu'ils pourraient avec leur diplôme ouvrir un salon de coiffure.

De même à l'examen de sténo-dactylo, seulement quatre jeunes sur 15 ont été reçus. Là encore, il est de l'intérêt des patrons de limiter le nombre de diplômés, car pour un même travail les jeunes sans diplôme peuvent être embauchés pour un salaire bien moindre que ceux qui ont leur CFP.

Comme on le voit, la formation professionnelle des jeunes est organisée avant tout en fonction de l'intérêt des patrons et pas des jeunes.

FORT DE FRANCE : SIT IN DES CHÔMEURS.

Le mardi 30 juin dans la matinée, le comité des chômeurs de la santé a organisé un sit-in dans la rue St-Louis en face du Prisunic-ville de Fort-de-France.

Cette manifestation était organisée afin de sensibiliser l'ensemble de la population au problème du chômage et aussi afin de faire savoir que le comité composé surtout de chômeurs de la santé se lançait dans un mouvement pour exiger du travail sur place.

Une bonne cinquantaine de chômeurs a donc bloqué la rue et distribué des tracts aux passants en les invitant à se solidariser par des appels au porte-voix.

Au bout de deux heures, les chômeurs se sont rendus en cortège à la préfecture dont ils ont fait le tour, et ils se sont rendus par la suite à la maison des syndicats pour envisager la suite à donner à cette action.

En s'organisant, les chômeurs ont fait un premier pas. Ils ne comptent pas en rester là. Ils sont déterminés à poursuivre leur action de sensibilisation.

ECHOS DE LA FEUILLE « LA VOIX DES MÉTALLOS »

SOCALTRA : DES INTENTIONS NON CONFIRMÉES.

On peut se demander quelles sont les intentions de Rein concernant les ouvriers qu'il a envoyés faire un stage de chef d'équipe, puisqu'à la fin de ce stage il a fait venir un Blanc pour remplacer le responsable en chef de la mécanique, Blanc aussi.

Faut-il croire que Rein pense que les Noirs ne sont pas capables de remplir cette fonction ?

Dans ce cas, ses soi-disant intentions de former des chefs d'équipe antillais ne seraient que du bluff.

BASSIN DE RADOUB : ENCORE UN ACCIDENT OÙ LA DIRECTION EST MISE EN CAUSE.

Mercredi 24, le feu prenait sur la drague qui est en réparation au bassin. En effet, alors qu'un ouvrier soudait à l'extérieur, un autre lessivait à l'intérieur avec un produit inflammable.

Le feu a pris en quelques secondes, mais les mesures de sécurité sont tellement négligées par la direction de Socaltra et du Bassin qu'il a été impossible de trouver un extincteur pour l'éteindre. Et pourtant, il est obligatoire qu'il y ait un extincteur tout proche lorsqu'on travaille.

Heureusement, l'ouvrier qui nettoyait n'a pas été brûlé, mais il s'en est fallu de peu. Et c'est avec de l'eau qu'on a du éteindre l'incendie après quelque temps.

Quand on pense que l'ancien directeur de la CAMIC vend maintenant des extincteurs à deux pas de là, on se rend compte que la direction ne fait guère d'efforts pour respecter les règlements concernant notre sécurité.



(Socaltra)

SOCALTRA : LA JUSTICE COLONIALE AU SERVICE DES PATRONS.

En Juin 78, l'un de nos camarades a eu le doigt coupé par la PPM qui fonctionnait mal.

Depuis cette date, deux plaintes ont été déposées accusant la direction de Socaltra de « fautes inexcusables », l'une par la victime, l'autre par les syndicats.

En ce qui concerne la première plainte, la justice a fait traîner les choses en longueur de mois en mois, sinon d'année en année, sous divers prétextes. Ainsi une fois, c'est le quartier d'entretien de la grue PPM qui a disparu ; l'autre fois, c'est la gendarmerie qui paraît-il n'a pas déposé son rapport. Quand on sait que lors de notre dernière grève, il n'a fallu que cinq minutes aux gendarmes du Lamentin pour arriver à l'entreprise, et que pendant une autre grève encore, il ne leur avait pas fallu plus de temps pour arriver à une vingtaine nous menacer du peloton d'exécution si nous ne retirions pas le piquet de grève qui obstruait l'entrée, on constate que ces gendarmes ne montrent pas le même zèle quand il s'agit d'un rapport qui condamne un patron.

La deuxième plainte déposée par le syndicat a été aussi délaissée que la première. C'est comme si elle n'avait jamais existé car on n'en a plus entendu parler.

Mais cela n'a rien d'étonnant : quand la justice coloniale, les Albarède et autres juges qui sont des Blancs racistes comme les gendarmes, se moquent pas mal des ouvriers martiniquais, ils sont plus acharnés à poursuivre les militants et les syndicalistes que les patrons blancs responsables des mutilations des ouvriers noirs.

LES MAGISTRATS ONT BONNE MINE

A peine avaient-ils publié leur communiqué indigné devant les attaques dont ils étaient l'objet, réaffirmant leur indépendance de magistrats, que ces messieurs les magistrats de Fort-de-France étaient « hautement » désavoués par leur président lui-même. Mitterrand a déclaré en substance que jusqu'ici les magistrats manquaient d'indépendance et que lui Mitterrand allait s'occuper de réformer la justice pour lui donner son indépendance par rapport au pouvoir... etc.

Alors les magistrats de Fort-de-France ont bonne mine aujourd'hui avec leur indignation de commande ! Les magistrats qui font preuve d'indépendance ou qui ont voulu en faire, le public a entendu parler d'eux. Car précisément ils ont eu des ennuis avec l'ancien pouvoir giscardien. Et nous ajouterons n'en déplaise aux magistrats signataires du comité, qu'en général les magistrats français imbus de leur indépendance ne se trouvent pas (il y en a bien sûr) dans les colonies. Et quand c'est le cas, là aussi le public ne se trompe pas ; il sait de qui il s'agit.

LA GAUCHE ANTILLAISE LÂCHE SON DROIT D'AÎNESSE POUR UN PLAT DE LENTILLES.

(Suite de la page 1

par reconnaître quand il était parti d'opposition. Il l'a fait plutôt que de mécontenter les gens en place, droite locale, riches békés, petite-bourgoisie conservatrice, qui se moquent tous bien du problème de l'évolution des peuples antillais. Le seul problème qu'ils ont étant de s'enrichir dans la situation actuelle. Soit en exploitant des ouvriers agricoles et des employés de commerce, soit en raflant « les aides de l'Etat ». Pour tous ceux là, il n'y a rien à changer ici. Et de leur point de vue, ils ont raison. Il y a plusieurs milliers de fonctionnaires antillais et français et de petits cadres, gagnant bien leur vie, qui peuvent dépenser leurs salaires dans les magasins et chez les vendeurs de voitures.

Le négoce marche bien. On importe tout, y compris les pois d'Angole et les avocats d'Israël ! Ceux qui ont de l'argent nourrissent ce commerce. Les autres, ceux qui sont pauvres ont l'espoir de placer dans cette catégorie un de leurs enfants grace aux études qui leur ouvrent alors la carrière de fonctionnaire ou une profession libérale.

Voilà de qui se compose la couche conservatrice. Tous ces gens ne souhaitent pas que la situation change. Et le Parti socialiste, aidé en cela du Parti communiste guadeloupéen et de Césaire, est décidé à s'appuyer sur eux pour jouer (encore !) la carte de l'assimilationisme.

Mais l'une des difficultés c'est qu'il existe aussi un courant indépendantiste s'appuyant sur une couche large de la population (petits paysans, ouvriers agricoles, jeunesse scolaire et chomeurs). Les organisations indépendantistes reflètent les aspirations de toute cette couche, certes hétérogène mais assez large.

L'autre difficulté de faire ici une politique assimilationniste, c'est qu'elle n'est possible qu'en accroissant sans cesse l'assistance économique et sociale. Pour garder un certain équilibre et une paix sociale et politique, le gouvernement sera contraint de verser toujours plus, des sommes importantes pour entretenir les chômeurs et tous les pauvres. C'est une voie sans issue qui fera des Antilles des pays sans possibilité de construire ou de produire quoique ce soit. Cela aboutit, si rien ne s'y oppose, à faire des Antilles des zones résidentielles pour gens aisés et entretenus. Césaire parlait du « génocide par substitution ». Il faudrait trouver un autre terme pour définir la nouvelle menace de « génocide ».

Cette évolution n'est pas fatale, à condition que les anti-colonialistes véritables réaffirment d'abord la nécessité de cette lutte anti-colonialiste. Il faut réaffirmer que les peuples de Guadeloupe et Martinique n'ont aucun interêt à accepter l'assimilation. Celle-ci est la conséquence de la volonté colonialiste des gouvernants français. Pourquoi des Antillais accepteraient l'idée que ce sont des partis français, fussent-ils de gauche, qui doivent à 7 000 km décider de leur sort, intervenir dans les décisions qui concernent leur vie, etc... ?

Pourquoi accepter d'être un peuple en tutelle dirigé par un état-major blanc qui serait en quelque sorte investi d'une supériorité qui leur donne le droit de superviser les décisions politiques qui concernent les Antillais.

L'époque actuelle est celle où tous les peuples mêmes les plus « petits » numériquement affirment leur volonté de se diriger eux-mêmes et à contribuer eux aussi par leur propre effort à l'enrichissement du patrimoine humain. Les seules valeurs artistiques culturelles, les seules façons de faire et de vivre des grands pays capitalistes ne suffisent pas à l'évolution de l'humanité. Tous les peuples doivent contribuer à cette évolution. Mais ils ne peuvent le faire qu'à condition de pouvoir vivre sans tutelle des grandes puissances françaises ou autres.

La question du statut politique des Antilles n'est pas simplement la question économique des moyens de subsistance d'une population. On ne peut pas réduire les aspirations d'une population à son boire et à son manger comme le font tous ces politiciens de gauche et de droite qui se succèdent aux postes de commande ou de représentation aux Antilles. Mais même pour que les questions économiques et sociales soient envisagées et résolues avec succès dans l'interêt des peuples concernés, et en tenant compte de leur propre rythme d'évolution, de leurs mœurs et de leur culture, il faut aussi que ces peuples se dirigent eux-mêmes.

Un certain nombre de partis et d'hommes de gauche ont abandonné la perspective anti-colonialiste pour plonger avec délice dans le marais assimilationiste.

Libre à eux de lâcher leur droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Pour notre part, nous persistons à croire que le destin du peuple des Antilles est mieux servi, s'il est appelé à se battre pour rompre avec la passivité et l'assistance, pour prendre en main son propre sort.

Que doit-on attendre de la politique actuelle du gouvernement ?

(Suite de la page 2

drait ménager les intérêts capitalistes, les intérêts fonciers des gros propriétaires et des grosses sociétés, parce qu'il est un gouvernement bourgeois. Alors les travailleurs et les pauvres, s'ils ne veulent pas demain être les laissés pour compte, devront être présents sur la scène politique et représenter une force. Que les Antilles soient « régions décentralisées » autonomes, indépendantes, cette force ouvrière et paysanne pauvre doit être constituée si les travailleurs ne veulent pas que tout changement se fasse en définitive contre eux et qu'ils ne soient que la piétaille ou la masse de manœuvre destinée à promouvoir d'autres hommes qui demain les domineront et continueront à décider pour eux de ce qui est bon ou mauvais. C'est dès maintenant qu'ils doivent s'organiser.



Luc Reinette quelques jours après son arretation En Guadeloupe.

L'intérêt des travailleurs et des pauvres de ce pays c'est que le changement leur apporte une amélioration sensible de leur sort, une autre vie, des perspectives culturelles. C'est le seul changement pour lequel il vaille la peine qu'ils se battent ou qu'ils fassent des sacrifices aujourd'hui. Leur intérêt c'est du travail, de bons salaires, la terre, une vie décente, l'accès au savoir et à la culture. Pour cela ils devront contrôler et diriger la vie politique et économique du pays. La meilleure garantie qu'ils ne seront pas trompés, c'est qu'ils décident eux-mêmes des orientations politiques et économiques du pays. Pour cela il leur faudra exercer le pouvoir politique, donc au préalable s'en prendre directement aux intérêts de la bourgeoisie : prendre les terres des mains des grosses sociétés et des gros propriétaires capitalistes, prendre en main tous les moyens de production du pays et exercer le pouvoir politique.

Cela est la seule libération véritable des exploités. Se préparer à cela, hormis le fait que c'est une meilleure garantie de victoire contre les capitalistes et le pouvoir colonial, peut constituer une puissante armure de protection contre tout ce qui pourrait se faire dans le dos des travailleurs dès maintenant. C'est prendre une assurance et des garanties pour le présent et l'avenir.

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

À PROPOS DES POLITICIENS SERVITEURS POUR SURVIVRE

MICHAUX-CHEVRY : PS OU PAS PS ?

On avait aussi remarqué le rapprochement de Michaux-Chevry de la droite giscardienne. Elle avait d'ailleurs saisi le premier prétexte pour quitter le PS guadeloupéen, accusant celui-ci de collusion avec des terroristes parce qu'il avait protesté avec d'autres contre la repression qui touchait certains indépendantistes.

Puis elle sembla revenir en arrière, et dire qu'elle restait socialiste tout en étant hors du PS ! C'est à n'y rien comprendre. Aujourd'hui, l'opinion publique la situe dans les rangs de la droite giscardienne. Ce qui n'est pas loin de la vérité. Elle ne dit rien, consciente peut être comme Koury d'avoir négocié le virage à droite au mauvais moment.

Sacré Giscard ! Avec son échec électoral il a mis bien des gens dans l'embarras !

ETZOL PREND LE VENT

On a remarqué le tournant de Etzol lors du 2ème tour des élections législatives.

Il a en effet appelé à voter pour Cléry justifiant son choix en disant que Cléry était un homme honnête. C'était un soutien à l'homme et non au communiste, etc. Il appelait à voter, lui qui est giscardien, contre l'UDF (giscardien) Esdras.

Il faut dire que bientôt auront lieu des élections municipales dans sa commune. Il faut se mettre bien avec ceux qui gouvernent.

A quand l'adhésion de Etzol au Parti socialiste ?

Mais qu'ils se rassurent ! Emmanuelli a affirmé qu'il ne jouerait pas les procureurs. Comme tous ces gens qui tournent leur veste sont de braves départementalistes dont la pensée politique se restreint à la réaffirmation constante de la départementalisation, ils n'auront pas de difficultés à réintégrer la nouvelle mangeoire de gauche. Entre départementalistes de gauche ou de droite, on devrait bien s'entendre.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728